

LES INDIENS D'AMAZONIE INTENTENT UNE ACTION LÉGALE CONTRE UN PROJET PÉTROLIER .



Un géant pétrolier franco-britannique est en difficulté en Amazonie péruvienne, les Indiens ayant intenté une action légale pour stopper ses activités.

L'AIDSESEP, l'organisation nationale des Indiens d'Amazonie péruvienne, a porté plainte devant la Cour Constitutionnelle pour stopper un projet de prospection pétrolière dans la concession, dite Lot 67, située au nord-ouest de l'Amazonie péruvienne.

Ce projet est conduit par la multinationale franco-britannique Perenco qui s'est engagée à investir 2 milliards de dollars dans ce gisement géant. Mais l'AIDSESEP craint que les conséquences soient catastrophiques pour les [Indiens isolés](#) vivant dans cette région.

La compagnie espagnole Repsol-YPF, qui prospecte dans la même région, est également sous le coup de cette plainte.

Perenco a reçu l'autorisation de débiter ses opérations dans le Lot 67 treize jours à peine après qu'un violent conflit, décrit comme le '[Tiananmen amazonien](#)', a été déclenché le 5 juin dernier à Bagua, au nord du Pérou, par l'attaque des forces de police contre une manifestation indigène pacifique, faisant plus de trente morts parmi les policiers et les civils.

La compagnie Perenco, dirigée par François Perrodo, l'une des plus grandes fortunes de France, nie la présence d'Indiens isolés dans le Lot 67. Un récent article d'investigation publié dans un quotidien britannique a accusé un cabinet conseil contracté par Perenco d'avoir dissimulé les preuves de leur existence.

Le projet de Perenco a suscité une explosion de colère parmi les communautés indigènes du nord du Pérou. Des manifestations massives ont été organisées et le rio Napo a été bloqué pendant plusieurs semaines pour empêcher les bateaux de Perenco de pénétrer dans le Lot 67.

Stephen Corry, directeur de [Survival International](#), a déclaré aujourd'hui : "Le fait que les Indiens aient à recourir à la justice pour être écoutés par Perenco et leur gouvernement ne peut qu'inspirer de la honte. Suite à la tragédie de Bagua, les autorités avaient pourtant promis de consulter les Indiens avant de mettre en œuvre ces projets massifs, mais une fois de plus il agissent sans tenir compte de la volonté des principaux intéressés."